

## Annexe

## Commission paritaire de l'industrie alimentaire

## Convention collective de travail du 30 avril 1985

## Prépension dans l'industrie du sucre et de ses dérivés

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucres invertis et d'acide citrique, candiseries, levureries et distilleries et de l'Institut Royal Belge pour l'amélioration de la betterave.

Art. 2. L'indemnité complémentaire, instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil National du Travail, est octroyée aux travailleurs désignés à l'article 1<sup>er</sup> qui sont liés par un contrat de travail pour ouvriers et ouvrières et qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave.

La présente convention est exclusivement applicable aux ouvriers et ouvrières qui sont âgés de 58 ans et plus.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, le licenciement dont question à l'article 2, peut être la conséquence d'une initiative de l'employeur et/ou du travailleur, à l'exclusion des entreprises occupant moins de dix travailleurs où l'initiative est réservée à l'employeur.

Art. 4. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1985 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 1986.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 16 septembre 1985.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F 85 — 2144

29 AOUT 1985. — Arrêté royal relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, notamment l'article 79;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12bis, § 3, introduit par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant les dispositions sociales, notamment les articles 99 et 100;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 2;

## Bijlage

## Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

## Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1985

## Brugpensioen in de suikernijverheid en haar bijprodukten

Artikel 1. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden en werksters van de suikerfabrieken en suikerraffinaderijen, de fabrieken van invert-suiker en citroenzuur, de kandijfabrieken, de gistfabrieken en de distilleerderijen en het Koninklijk Belgisch Instituut voor de verbetering van de biet.

Art. 2. De aanvullende vergoeding, ingesteld in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde werknemers die tewerkgesteld zijn krachtens een arbeidsovereenkomst voor werklieden of werknemers en die ontslagen worden om een andere reden dan een dringende reden.

Onderhavige overeenkomst is uitsluitend van toepassing op de mannelijke en vrouwelijke werklieden die de ouderdom van 58 jaar of meer bereiken.

Art. 3. Onder voorbehoud van de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten kan het ontslag waarvan sprake is in artikel 2, het gevolg zijn van een initiatief van de werkgever en/of de werknemer, behalve voor de ondernemingen die minder dan 10 werknemers tewerkstellen waar het initiatief uitsluitend van de werkgever uitgaat.

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor bepaalde tijd. Zij treedt in werking op 1 januari 1985 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1986.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 16 september 1985.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 2144

29 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, inzonderheid op artikel 79;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 12bis, § 3, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1973;

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 99 en 100;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inzonderheid op artikel 2;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 159;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 39;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 167;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 29 août 1985;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 août 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions relatives à l'interruption de carrière dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux doivent entrer en vigueur dès le début de l'année scolaire ou académique 1985-1986 et que les directions et les membres du personnel doivent être informés en temps utile de manière à ce que ces dispositions puissent être appliquées;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel qui sont visés par :

1° la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

2° la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

3° la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pour ce qui concerne les membres du personnel subventionnés;

4° l'article 79 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957.

**Art. 2.** Les membres du personnel visés à l'article 1er peuvent interrompre de manière complète leur carrière professionnelle, à condition :

— qu'il soient nommés à titre définitif et que leur nomination soit agréée là où l'agrément existe;

— que la fonction qu'ils exercent soit considérée comme une fonction principale;

— qu'ils soient titulaires d'un emploi comportant au moins la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes;

— qu'ils soient remplacés selon les dispositions du présent arrêté.

**Art. 3.** Par dérogation aux articles 1er et 2, les Ministres de l'Education nationale déterminent par arrêté ministériel, pour quelles fonctions les membres du personnel peuvent être exclus du bénéfice du présent arrêté pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement des établissements, des centres et de l'inspection.

**Art. 4.** § 1er. L'interruption de la carrière professionnelle est accordée pour une période débutant le premier jour du premier ou du second mois de l'année scolaire ou académique et se terminant le dernier jour de cette année scolaire ou académique, vacances d'été comprises :

— aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical;

— au personnel technique des centres psycho-médico-sociaux.

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst-, en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhankelijk en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 159;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, leraars en inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 167;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 29 augustus 1985;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 augustus 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen in verband met de loopbaanonderbreking in het onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra moeten uitwerking hebben bij het begin van het school- of academiejaar 1985-1986 en de directies en personeelsleden daar tijdig van in kennis moeten kunnen worden gesteld zodat de bepalingen onverwijld moeten uitgevaardigd worden;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden bedoeld in :

1° de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs;

2° de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

3° de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, voor zover het gesubsidieerde personeelsleden betreft;

4° artikel 79 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957.

**Art. 2.** De personeelsleden bedoeld in artikel 1 mogen hun loopbaan volledig onderbreken op voorwaarde dat :

— zij vastbenoemd zijn en hun benoeming erkend is, daar waar de erkenning bestaat;

— het uitgeoefend ambt beschouwd wordt als hoofdamt;

— zij titularis zijn van een ambt met ten minste de helft van het aantal uren of lestijden die vereist zijn voor een ambt met volledige prestaties;

— zij vervangen worden volgens de bepalingen van dit besluit.

**Art. 3.** In afwijking van de artikelen 1 en 2 van dit besluit bepalen de Ministers van Onderwijs in een ministerieel besluit voor welke ambten en in welke gevallen de personeelsleden van het voordeel van dit besluit uitgesloten worden om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de inrichtingen, de centra en de inspectie.

**Art. 4.** § 1. De onderbreking van de beroepsloopbaan wordt toegestaan voor een periode beginnend de eerste dag van de eerste of de tweede maand van het school- of academiejaar en eindigend de laatste dag van dit school- of academiejaar, zomervakantie inbegrepen :

— voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend, opvoedend hulp- en paramedisch personeel;

— voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. Les autres membres du personnel visés aux articles 1er et 2 peuvent interrompre leur carrière professionnelle pour une période de six à douze mois.

**Art. 5. § 1er.** Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle communique par écrit au Ministre la date à laquelle cette interruption prendra cours et la durée de celle-ci.

§ 2. Cette communication est faite avant le début de l'interruption par l'intermédiaire :

- du chef d'établissement dans l'enseignement de l'Etat ou du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;
- du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés;
- du supérieur hiérarchique pour les membres des services d'inspection.

**Art. 6. § 1er.** Une allocation d'interruption est accordée au membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle.

§ 2. Le montant de l'allocation visée au § 1er du présent article s'élève à F 10 504 par mois.

Lorsque la fonction pour laquelle l'interruption de carrière est accordée n'est pas à prestations complètes, l'allocation est réduite au prorata de ces prestations.

Lorsque l'allocation n'est pas due pour un mois entier, elle est réduite en fonction de la durée réelle de l'interruption pendant ce mois.

Le montant de l'allocation n'est pas indexé.

§ 3. L'allocation d'interruption est payée par l'Office national de l'emploi lorsque le remplacement est effectué par un chômeur.

§ 4. L'allocation d'interruption est payée par le Ministère de l'Education nationale lorsque le remplacement est effectué par une personne mise en disponibilité.

**Art. 7.** Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé. Il ne perçoit pas de traitement ou de subvention-traitement. Pour le reste, ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Les maladies ou infirmités contractées durant la période d'interruption ne mettent pas fin à celle-ci.

**Art. 8. § 1er.** Pour des raisons familiales exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel qui a interrompu sa carrière peut être autorisé par le Ministre à reprendre ses fonctions avant que n'expire la période d'interruption de la carrière professionnelle.

Ce préavis doit être adressé au Ministre :

- par l'intermédiaire du chef d'établissement dans l'enseignement de l'Etat, du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et du supérieur hiérarchique pour les membres des services d'inspection;
- par l'intermédiaire et avec l'accord du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et dans les centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Pour les maîtres, professeurs et inspecteurs de religion de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné officiel, cette demande sera accompagnée de l'accord du chef du culte concerné.

§ 2. Les membres du personnel visés à l'article 4, § 1er, ne peuvent en aucun cas reprendre leurs fonctions après le 1er mai de l'année scolaire ou académique.

§ 3. Le Ministère de l'Education nationale avise l'Office national de l'Emploi dans les quinze jours qui suivent la décision du Ministre, de la date à laquelle le membre du personnel reprend ses fonctions.

**Art. 9.** Le membre du personnel qui interrompt sa carrière est, pour les activités compatibles avec l'octroi de l'allocation d'interruption, pour les litiges qui en résultent et pour le contrôle de leur exécution, assimilé au travailleur visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

**Art. 10. § 1er.** Un membre du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service qui interrompt sa carrière professionnelle est remplacé par un chômeur complet indemnisé pour tous les jours de la semaine.

§ 2. Un membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux qui interrompt sa carrière professionnelle, est remplacé par un membre du personnel en

§ 2. De andere in de artikelen 1 en 2 bedoelde personeelsleden kunnen hun beroepsloopbaan onderbreken voor zes tot twaalf maanden.

**Art. 5. § 1.** Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken, deelt schriftelijk aan de Minister de datum mee waarop de onderbreking van zijn loopbaan zal aanvangen en de duur ervan.

§ 2. Deze mededeling gebeurt vóór de aanvang van de onderbreking door tussenkomst :

- van het inrichtingshoofd in het rijksonderwijs of van de directeur in de rijks-psycho-medisch-sociale centra;
- van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;
- van de hiërarchische overste voor de leden van de inspectie-diensten.

**Art. 6. § 1.** Een onderbrekingsuitkering wordt toegekend aan het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt.

§ 2. Het bedrag van de in § 1 van dit artikel bedoelde uitkering wordt vastgesteld op F 10 504 per maand.

Wanneer het ambt waarvoor de loopbaanonderbreking is toegekend geen volledige opdracht is, wordt de uitkering verminderd naar rata van deze prestaties.

Wanneer de uitkering niet voor een volledige maand verschuldigd is, wordt zij verminderd in functie van de werkelijke duur van de onderbreking gedurende deze maand.

Het bedrag van de uitkering wordt niet geïndexeerd.

§ 3. De onderbrekingsuitkering wordt voor een vervanging door een werkloze uitbetaald door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

§ 4. De onderbrekingsuitkering voor een vervanging door een terbeschikkinggestelde wordt uitbetaald door het Ministerie van Onderwijs.

**Art. 7.** Tijdens de onderbreking van zijn beroepsloopbaan is het personeelslid met verlof. Het ontvangt geen wedde of weddetoelage. Dit verlof wordt voor het overige met een periode van dienstactiviteit gelijk gesteld. De ziekten of gebrekkigheden opgelopen tijdens de loopbaanonderbreking maken geen einde aan deze onderbreking.

**Art. 8. § 1.** Om uitzonderlijke familiale redenen en mits een opzegging van een maand, kan het personeelslid dat zijn loopbaan onderbroken heeft, van de Minister de toelating verkrijgen zijn ambt opnieuw op te nemen vooraleer de periode van onderbreking van zijn beroepsloopbaan verlopen is.

Deze opzegging wordt gericht aan de Minister :

- door tussenkomst van het inrichtingshoofd in het rijksonderwijs, van de directeur in de rijks-psycho-medisch-sociale centra en van de hiërarchische overste voor de leden van de inspectiediensten;

- door tussenkomst en met akkoord van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Voor de leermeesters, leraars en inspecteurs godsdienst van het rijksonderwijs en het officieel gesubsidieerd onderwijs, moet deze aanvraag vergezeld zijn van het akkoord van het hoofd van de betrokken eredienst.

§ 2. De personeelsleden, bedoeld in artikel 4, § 1, kunnen in geen geval hun ambt weer opnemen na de eerste mei van het school- of academiejaar.

§ 3. Het Ministerie van Onderwijs brengt, binnen de vijftien dagen na de beslissing van de Minister, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening op de hoogte van de datum waarop het personeelslid zijn ambt opnieuw opneemt.

**Art. 9.** Het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, wordt voor de activiteiten die met de toekenning van een onderbrekingsuitkering verenigbaar zijn, voor de betwistingen die daaruit voortvloeien en voor de controle op hun uitvoering, gelijkgesteld met de werknemer bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

**Art. 10. § 1.** Een lid van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, wordt vervangen door een volledig vergoede werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week.

§ 2. Een lid van het bestuurs- en onderwijzend, het opvoedend hulp- en het paramedisch personeel en van het technisch personeel der psycho-medisch-sociale centra dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, wordt vervangen door een wegens ontstentenis van betrek-

disponibilité par défaut d'emploi, selon les règles établies par les Ministres pour l'enseignement de l'Etat et les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et selon la réglementation en vigueur pour l'enseignement subventionné.

Dans les emplois de sélection et de promotion, un membre du personnel peut être remplacé temporairement par un membre du personnel nommé à titre définitif dans la fonction de recrutement qui donne accès à la fonction de sélection ou de promotion.

Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa 1er s'appliquent à l'emploi de recrutement temporairement abandonné.

Dans les cas où il n'a pas pu être fait application des dispositions de l'alinéa précédent, le membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle est remplacé par un chômeur complet indemnisé. Celui-ci est désigné dans le respect des règles statutaires relatives au recrutement, là où elles existent. L'emploi qui est attribué de cette manière dans l'enseignement subventionné n'est toutefois plus disponible pour la réaffectation ou la remise au travail.

§ 3. Le chômeur appelé à remplacer le membre du personnel qui interrompt sa carrière est désigné par le Ministre dans l'enseignement de l'Etat et les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et dans les centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Pour les maîtres, professeurs et inspecteurs de religion, la désignation se fait sur proposition du chef du culte.

**Art. 11. § 1er.** Le chômeur qui remplace un membre du personnel administratif ou du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, est engagé sous un contrat d'emploi à un salaire égal au salaire minimum conforme au statut pécuniaire de la fonction qu'il remplit.

§ 2. Dans les autres cas, le chômeur est désigné à titre temporaire.

**Art. 12.** Lorsqu'un membre du personnel interrompt sa carrière, le Ministère de l'Education nationale fait connaître à l'Office national de l'Emploi :

- 1° le nom du membre du personnel qui interrompt sa carrière;
- 2° la date du début de l'interruption et sa durée;
- 3° le volume des prestations abandonnées par le membre du personnel;
- 4° le nom de la personne appelée à effectuer le remplacement en précisant s'il s'agit d'un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou d'un chômeur mis au travail.

**Art. 13. § 1er.** L'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1982 et 16 février 1983, est complété par un point m, libellé comme suit :

« m) pour l'interruption de la carrière professionnelle ».

§ 2. L'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 25 novembre 1976 et n° 72 du 20 juillet 1982, est complété par un point j, libellé comme suit :

« j) pour interruption de la carrière professionnelle ».

§ 3. L'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1976, est complété par un point j), libellé comme suit :

« j) pour interruption de la carrière professionnelle. »

§ 4. L'article 169 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, est complété pour un point 13, libellé comme suit :

« 13, pour interruption de la carrière professionnelle. »

king ter beschikking gesteld personeelslid, volgens de regels bepaald door de Ministers voor het rijksonderwijs en de rijks-psycho-medisch-sociale centra en volgens de vigerende reglementering in het gesubsidieerd onderwijs.

In selectie- en bevorderingsambten mag een personeelslid echter tijdelijk vervangen worden door een personeelslid dat vastbenoemd is in het wervingsambt dat toegang geeft tot dat selectie- of bevorderingsambt.

In dat geval worden de bepalingen van het eerste lid toegepast op het tijdelijk verlaten wervingsambt.

In de gevallen waarin geen toepassing wordt gemaakt van voorgaand lid, wordt het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, vervangen door een uitkeringsgerechtigde, volledig werkloze. Deze wordt aangesteld met eerbiediging van de statutaire regels voor werving, daar waar zij bestaan. De opdracht, die op deze wijze wordt toegewezen, is echter in het gesubsidieerd onderwijs niet meer vatbaar voor reëffectatie of wedertewerkstelling.

§ 3. De werkloze, die het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt, vervangt, wordt aangesteld door de Minister in het rijksonderwijs en de rijks-psycho-medisch-sociale centra en door de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Voor de leermeesters, leraars en inspecteurs godsdienst, gebeurt de aanstelling op voorstel van het hoofd van de eredienst.

**Art. 11. § 1.** De werkloze die een lid van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel vervangt, wordt aangeworven en een arbeidsovereenkomst tegen een loon dat gelijk is aan het minimumloon, dat overeenkomstig het geldelijk statuut van kracht is voor de functie die hij waarneemt.

§ 2. In de andere gevallen wordt de werkloze aangesteld als tijdelijke.

**Art. 12.** Wanneer een personeelslid zijn beroepsloopbaan onderbreekt, geeft het Ministerie van Onderwijs aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, kennis van :

- 1° de naam van het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan onderbreekt;
- 2° de begindatum van de onderbreking en de duur ervan;
- 3° de omvang van de niet meer door het personeelslid verstrekte prestaties;
- 4° de naam van het personeelslid dat de vervanging uitvoert met opgave van de omstandigheid dat het een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid of een uitkeringsgerechtigd, volledig werkloze betreft.

**Art. 13. § 1.** Artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulperspersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 juli 1982 en 16 februari 1983, wordt aangevuld met een punt m, luidend als volgt :

« m) voor onderbreking van de beroepsloopbaan. »

§ 2. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 25 november 1976 en nr. 72 van 20 juli 1982, wordt aangevuld met een punt j, luidend als volgt :

« j) verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan. »

§ 3. Artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 juli 1976, wordt aangevuld met een punt j), luidend als volgt :

« j) voor onderbreking van de beroepsloopbaan. »

§ 4. Artikel 169 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld met een punt 13, luidend als volgt :

« 13. voor onderbreking van de beroepsloopbaan. »

**Art. 14. § 1er.** Dans l'article 198, § 4, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, y inséré par l'arrêté royal du 21 mars 1985 fixant le statut social des travailleurs visés aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les mots « ou à l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 29 août 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux » sont insérés entre les mots « à l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères » et « l'Office national de l'Emploi délivre ».

§ 2. L'article 198 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Endéans le mois qui suit le trimestre pendant lequel le membre du personnel a bénéficié de l'allocation d'interruption visée à l'article 6, § 4, de l'arrêté royal du 29 août 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, le Ministère de l'Education nationale délivre une attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption ».

**Art. 15.** La période d'occupation du chômeur ne peut en aucun cas excéder la durée de l'interruption de carrière du titulaire.

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1985.

**Art. 17.** Nos Ministres de l'Education nationale et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 août 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
**M. HANSENNE**

Le Ministre de l'Education nationale,  
**D. COENS**

Le Ministre des Affaires sociales,  
**J.-L. DEHAENE**

Le Ministre de l'Education nationale,  
**A. BERTOUILLE**

**MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE**

F. 85 — 2145

**10 OCTOBRE 1985.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1980 portant exécution de l'article 121, 10°, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 121, 10°, modifié par les lois des 8 août 1980 et 1er août 1985 et les arrêtés royaux n°s 22 du 23 mars 1982 et 214 du 30 septembre 1983;

**Art. 14. § 1.** In artikel 198, § 4, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 houdende uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, aldaar ingevoegd door het koninklijk besluit van 21 maart 1985 tot vaststelling van het sociaal statuut van de werknemers bedoeld bij de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 februari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de woorden « of bij artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra » ingevoegd tussen de woorden « bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries » en « reikt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ».

§ 2. Artikel 198 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 houdende uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Het Ministerie van Onderwijs reikt aan het personeelslid, dat een onderbrekingsuitkering geniet, bedoeld bij artikel 6, § 4, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, binnen de maand na het einde van het kwartaal gedurende hetwelk het een onderbrekingsuitkering heeft genoten, een bewijs van rechthebbende op een onderbrekingsuitkering uit ».

**Art. 15.** De periode van tewerkstelling van een werkloze mag in geen geval de duur van de loopbaanonderbreking van de titularis overtreffen.

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1985.

**Art. 17.** Onze Ministers van Onderwijs en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
**M. HANSENNE**

De Minister van Onderwijs,  
**D. COENS**

De Minister van Sociale Zaken,  
**J.-L. DEHAENE**

De Minister van Onderwijs,  
**A. BERTOUILLE**

**MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG**

N. 85 — 2145

**10 OKTOBER 1985.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 1980 tot uitvoering van artikel 121, 10°, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 121, 10°, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980 en 1 augustus 1985 en de koninklijke besluiten nrs. 22 van 23 maart 1982 en 214 van 30 september 1983;